

- Le projet de loi relatif à la participation des citoyens au fonctionnement de la justice et au jugement des mineurs était inscrit dans le programme de 2007 de Nicolas SARKOZY.
- Ce texte poursuit trois objectifs majeurs :
 - accroître la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale – pour leur permettre de s'approprier une justice rendue en leur nom ;
 - améliorer le fonctionnement des assises – pour le rendre plus efficace et limiter la pratique de correctionnalisation ;
 - parfaire la justice pénale des mineurs – pour apporter une réponse mieux adaptée à l'évolution de la délinquance.
- Le Sénat a pleinement souscrit à ces objectifs.

I. le projet de loi accroît la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale

Comment ?

- Deux citoyens assesseurs siègeront aux côtés des trois magistrats, dès la première instance, tant pour le jugement des délits les plus graves en correctionnelle que pour le suivi de l'application des peines (tribunal et chambre d'application des peines). Ils participeront aux décisions (libération conditionnelle, relèvement de la période de sûreté) qui modifient ou aménagent des peines qui dans 80% des cas sont prononcées aux assises.
- Le champ de cette participation en matière correctionnelle a été élargi au cours du débat au Sénat à toutes les atteintes aux personnes (intégrité physique, morale, identité) ou à leur environnement.

Comment seront-ils sélectionnés ? Ils seront tirés au sort sur le modèle des jurés d'assises.

2. Ce texte permettra :

- Une reconnaissance par la société du préjudice subi par les victimes ;
- Une occasion pour l'auteur des faits de prendre conscience de la gravité des actes commis ;
- L'occasion pour l'institution judiciaire de faire œuvre de pédagogie ;
- Un engagement civique fort pour les citoyens qui appréhenderont l'acte de juger.

3. Le nouveau dispositif sera expérimenté dans deux cours d'appel dès 2012, puis sur un tiers du territoire en 2013, pour être généralisé en 2014.

Il s'accompagnera du recrutement de 155 magistrats et 100 greffiers.

II. Le projet de loi simplifie le fonctionnement des assises

1. Premier objectif : enrayer le phénomène de correctionnalisation.

- Plus de 2400 affaires sont jugées chaque année aux assises et 200 en appel. Pour faire face à l'encombrement de certaines cours, et pour juger les auteurs des faits dans des délais raisonnables, certaines affaires sont renvoyées en correctionnelle. Cette pratique a une conséquence néfaste : elle conduit à déclasser des crimes en délits.
- Le texte prévoyait des « assises simplifiées » (3 magistrats + 2 citoyens assesseurs) pour l'ensemble des crimes punis de 15 ou 20 ans de réclusion criminelle. Le Sénat a préféré une réduction du nombre de jurés (6 en première instance, 9 en appel) sans distinction des catégories de crimes.

2. Deuxième mesure : l'obligation de motiver les décisions d'assises

Cela permettra aux parties de mieux comprendre le sens de la décision et former leur appel en connaissance de cause.

III. Enfin le texte modifie l'ordonnance de 1945 afin d'apporter une réponse pénale mieux adaptée à la délinquance des mineurs.

Le projet de loi permettra de réduire les délais de jugement (supérieurs à 18 mois) et de lutter plus efficacement contre la récidive.

Il répond aux exigences constitutionnelles : l'excuse de minorité, la spécialisation des structures et la protection des procédures, la priorité donnée à l'éducatif.

2. Premier objectif : de nouveaux dispositifs pour lutter contre la récidive

- Elargissement des possibilités de placement en centre éducatif fermé, en abaissant le seuil de la peine encourue de 7 à 5 ans.
Création d'un tribunal correctionnel pour mineurs, qui jugera les mineurs délinquants de plus de 16 ans, en état de récidive, qui encourent une peine supérieure à trois ans d'emprisonnement. La formation de jugement sera présidée par un juge des enfants.
- Possibilité pour le parquet de convoquer directement le mineur devant le tribunal pour enfants, par voie de convocation par officier de police judiciaire. Cette disposition tient compte de la décision du Conseil constitutionnel du 11 mars dernier sur la LOPPSI 2 (seuil d'âge minimum, délai maximum de deux mois pour la tenue de l'audience, éléments récents de personnalité).

3. Troisième objectif : créer un dossier unique de personnalité (DUP)

- Il contiendra toutes les données recueillies au cours de procédure d'assistance éducative et de procédure pénale. Pour une meilleure connaissance du mineur et une meilleure cohérence des décisions le concernant.
- Le DUP ne sera utilisé que dans les procédures devant les juridictions pour mineurs. Il ne pourra être conservé à la majorité que pour le jugement de faits commis avant 18 ans, ou le suivi du mineur dans le cadre de l'application des peines.

4. Enfin, le texte tend à responsabiliser les parents en autorisant la juridiction à émettre un ordre de comparaître afin de les contraindre d'assister à l'audience de leur enfant: ils ont un rôle majeur à jouer pour aider leur enfant à prendre conscience de ses actes.

Le texte soumis à votre examen est riche d'avancées tant pour la justice pénale que pour nos concitoyens qui se rapprocheront et comprendront mieux l'œuvre de

jugement. Il marque une nouvelle étape dans la volonté du gouvernement, plusieurs fois manifestée au cours de cette législature, de définir une Justice plus ouverte, plus proche et plus réactive, afin notamment de répondre à l'attente quotidienne des Français à l'égard de cette institution.